

Des livres

Agathe Maupin

23 juin 2011

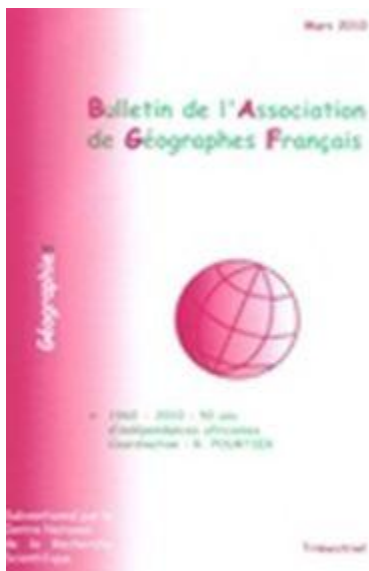
Lectures croisées : Afrique, 50 ans d'indépendance

Roland Pourtier (coord.), 2010, « 1960-2010 : 50 ans d'indépendances africaines », *Bulletin de l'Association de Géographes français (B.A.G.F.)*, mars 2010, vol. 87, n°1/2010 ([sommaire](#)).

« [Afrique, 50 ans d'indépendance : Dynamiques spatiales, identités, circulations](#) », *EchoGéo*, rubrique « Sur le Champ », n°14, septembre/novembre 2010.

« [Afrique, 50 ans d'indépendance : Etat et territoires](#) », *EchoGéo*, dossier « Sur le Champ » n°13, juin/août 2010.

Le cinquantenaire des indépendances en Afrique a fait l'objet de plusieurs publications en France : les numéros du *Bulletin de l'Association des Géographes Français (BAGF-Géographies)*, et de la revue en ligne *Echogéo*, parus la même année, en 2010, attestent de l'intérêt toujours manifeste des géographes français pour ce continent. Si le *BAGF* a tendance à réitérer un goût prononcé de la recherche géographique française pour la partie ouest du continent africain, les deux numéros d'*Echogéo* complètent ce tableau en mettant l'Afrique du Sud à l'honneur, ainsi qu'une partie de l'Afrique centrale et du nord.



Dès l'introduction de ce numéro du *BAGF*, qui fait suite à une journée de débats sur le thème des indépendances africaines, Roland Pourtier met en avant les objectifs poursuivis par cette rencontre universitaire : souligner, cinquante ans plus tard, les grandes tendances et les marqueurs des étapes de la décolonisation et de l'indépendance des espaces africains. Il dégage ainsi cinq fils conducteurs qui seront déroulés sous la forme d'une dizaine d'articles. Les défis démographiques tout d'abord qui, au-delà d'une évaluation chiffrée, interrogent la validité des statistiques : « *les Africains ne vivent-ils pas mieux aujourd'hui qu'il y a cinquante ans ?* » (Pourtier, p.7). Malgré un « brouillage » lié au poids

croissant des acteurs américains et asiatiques sur le continent africain, les permanences et mutations des liens entre « métropoles » et « colonies » sont encore et toujours suffisamment d'actualité pour être évoquées ensuite. Dans un troisième point, la perpétuation des relations asymétriques tissées par les économies rentières est soulignée à travers l'exemple de la diminution globale de la part de l'Afrique dans le commerce mondial (3,1% en 1970, 1% en 2007 dont 40% liés aux exportations pétrolières). Un double mouvement de volonté d'ancrage et d'ouverture du continent africain est identifié dans le seul titre du dernier paragraphe intitulé « *de la modernité contrainte à une mondialité désirée* » (Pourtier, p.10). Ce dernier point permet d'aboutir à la conclusion du maintien d'un télescopage des temporalités dans une approche du continent africain sur lequel se côtoient toujours les images suivantes : « *le panier et la Toyota, la daba et Internet, la machette et la Kalachnikov* » (Pourtier, p.12).

Villes et citadins

Le premier article, signé Alain Dubresson et Sylvie Jaglin, revient sur les villes et leurs citadins en Afrique noire francophone, en interrogeant le double visage d'une « crise urbaine », dans laquelle la ville est devenue le symbole à la fois de l'Eldorado moderne et de la pauvreté, de l'exclusion. L'abandon partiel des politiques publiques urbaines, au profit des arrangements gestionnaires locaux entre acteurs privés et communautés résidentielles, est pointé ici comme une solution précaire : la « coproduction de la ville africaine » (Dubresson et Jaglin, p.20) ne parvient plus à absorber les déficits en matière de planification et de services publics urbains. Cette substitution interroge la vision sur le long terme de la gouvernance urbaine : lorsque les institutions publiques cessent d'être les acteurs dominants, quelles politiques urbaines les votes sanctionnent-ils ? La multiplication des territoires de gestion urbaine est analysée comme un vecteur de fragmentation, de « dispersion décisionnelle » (Dubresson et Jaglin, p.23) renforçant les inégalités intra-urbaines. Comment réinvestir les villes sans rentrer dans ce cercle vicieux des politiques de substitution ?

Les dynamiques migratoires

Dans l'article suivant Véronique Lassailly-Jacob nous entraîne dans les pas des « nouvelles dynamiques migratoires » de l'Afrique centrale à l'Afrique du nord. Le contexte actuel dans lequel s'inscrivent ces migrations est rappelé : c'est celui d'une mondialisation migratoire doublée d'une fermeture croissante des pays d'accueil. Effet direct de la restriction de l'accueil, les migrations clandestines sont en plein essor. Les migrations circulaires se redéployent et l'on observe également une montée des migrations forcées (réfugiés politiques, climatiques). Les anciens « couples migratoires » (Lassailly-Jacob, p.27) ont d'autant plus périçité que le migrant est devenu une « menace ». Cette perception est notamment renforcée par une sur-médiatisation des migrations clandestines, très présentes dans les discours politiques des potentiels pays d'accueil européens, alors qu'elles ne constituent qu'une minorité des migrations. L'auteur rappelle fort à propos que les migrations internes au continent africain sont quatre fois plus élevées que les migrations vers les pays européens. La typologie succincte de ces migrations africaines et de leurs impacts socio-spatiaux sur le continent (développement de « pays de transit », « d'espaces tampons », « d'éco-réfugiés ») souligne dans un double mouvement leur diversité et leur intérêt.

Les défis économiques

Jean-Louis Chaléard nous invite ensuite à analyser les réponses de l'agriculture en Afrique aux défis démo-économiques. Il rappelle que l'agriculture fait vivre 60% de la population du continent, que les superficies cultivées en céréales ont été multipliées par deux depuis cinquante ans en Afrique de l'ouest, quand celles des racines et tubercules a quadruplé. La triple crise des marchés, du foncier et des encadrements a poussé l'agriculture en Afrique à

s'adapter rapidement d'une part au développement urbain (essor du « vivrier marchand » en périphéries urbaines) et d'autre part aux contraintes d'un marché mondialisé (« marchandisation imparfaite de la terre » (Leroy, 1995) [1] ; dépendance au cours des matières premières ; politiques agricoles). On ne peut que regretter que ces analyses soient restreintes à l'Afrique de l'ouest. L'Afrique de l'Est possède également des exemples d'agriculture urbaine [2]. Géraud Magrin renforce ces conclusions sur les évolutions de l'agriculture en Afrique de l'ouest par ses considérations sur les rentes, les territoires et le développement en Afrique. L'exportation des matières premières sur le marché mondial n'est en effet porteuse de développement qu'à la condition d'être suivie par des réinvestissements dans des activités productives. Le modèle des « États rentiers » (Magrin, p.57) est particulièrement décrié, notamment par la déconnexion qu'il engendre entre ressources et territoires. La diversification des rentes, qui ont été élargies aux ressources forestières, aux rentes humanitaires, etc., a contribué à générer ce que l'auteur qualifie de « configurations territoriales fragmentées » (Magrin, p.66). Certains territoires seront concédés à des compagnies minières étrangères, quand d'autres parties seront classées en aires protégées, alors que d'autres espaces encore seront privilégiés par l'aide internationale, etc. Néanmoins, l'auteur conclut sur certaines touches positives de ces rentes. Au Nigeria par exemple, la rente pétrolière a été en partie réinvestie : ce pays possède le deuxième réseau universitaire africain après l'Afrique du Sud.

Des connexions multiples

Les deux articles suivants proposent deux approches du continent africain et de ses modes de connexions : en matière de transports d'abord (Jérôme Lombard et Olivier Ninot), puis en termes de technologies de l'information et de la communication (Annie Chéneau-Loquay). Si les réseaux de transports en Afrique persistent dans leur discontinuité, de nombreuses mutations peuvent être observées. Le secteur des transports, nationalisé aux indépendances, a subi les Politiques d'Ajustement Structurel des Transports (dites PAST) imposées par la Banque mondiale dès les années 1980. Il en résulte aujourd'hui une segmentation du secteur entre agences de construction, d'entretien, de régulation, etc. tantôt publiques, tantôt privées, qui génère des pertes en termes de cohérence et de vision d'ensemble des réseaux de transport. Des projets d'interconnexion entre les réseaux nationaux sont également toujours d'actualité avec la réalisation partielle de routes transversales en Afrique de l'ouest et le développement des corridors entre États maritimes et États côtiers (mis à mal par les crises étatiques des États maritimes comme la Côte d'Ivoire). Le secteur des transports est extrêmement dynamique : il crée des emplois, le parc de véhicules a considérablement augmenté (des « taxis-motos » au Cameroun, Bénin, Burkina Faso, en passant par celui des automobiles, des minibus). A juste titre, Jérôme Lombard et Olivier Ninot rappellent que le maillon local dans les chaînes de transport demeure le plus coûteux et le plus difficile à appréhender : le secteur informel s'y taille une large part, tout en étant de plus en plus intégré dans les politiques de transport urbain (permis, licences). Les fonctions économiques, politiques et sociales des transports sont également évoquées, à travers les inégalités reflétées par les accès aux divers modes de transport par exemple. Les transports urbains cumulent enfin de nombreux maux : congestion, insécurité, pollution, bien connus de toute métropole, et le continent africain ne fait pas exception dans ce domaine. Dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), Annie Chéneau-Loquay rappelle l'échec partiel (à l'exception du Sénégal) du développement des réseaux nationaux de téléphonie fixe en Afrique aux indépendances, compensé (et renforcé) aujourd'hui par l'explosion des TIC. Trois facteurs sont convoqués dans cette analyse des TIC en Afrique : les innovations technologiques, la baisse des coûts, l'essor de la concurrence. Ce développement de la téléphonie mobile n'est pas sans impact sur les territoires : le choix d'une couverture cellulaire ne participe pas à

« *l'aménagement numérique des territoires* » (Chéneau-Loquay, p.92). Une typologie des modes de connexions se dessine en Afrique : les États côtiers sont reliés par câbles et fibres optiques quand les États enclavés sont contraints aux satellites plus coûteux. Des inégalités s'accroissent également dans la privatisation du secteur des communications : les opérateurs privés évaluent la rentabilité de leurs investissements dans ce secteur en fonction des États. Enfin, une « *fracture du mobile* » (Chéneau-Loquay, p.100) se creuse par le biais des types de modèles, de la couverture des réseaux, des formules choisies entre abonnement ou prépaiement, de l'accès à l'électricité nécessaire à sa recharge. L'essor de la téléphonie mobile ne favoriserait donc pas une connexion territoriale mais davantage une connexion individuelle, ainsi que l'essor d'une économie informelle des communications.

Santé, religion, réseaux en Afrique subsaharienne depuis les indépendances

Les questions de santé sont abordées par Jeanne-Marie Amat-Roze qui rappelle l'isolement de l'Afrique subsaharienne en termes d'espérance de vie, de mortalité infantile : les dix premiers pays dont les taux de mortalité infantile étaient les plus élevés dans le monde en 2009 sont tous situés sur le continent africain (Angola, Burundi, Guinée-Bissau, Somalie, Mali, etc.). Les fortes disparités régionales du continent sont mises en avant : l'Afrique septentrionale compte une mortalité infantile trois fois moins élevée que l'Afrique centrale par exemple. Ces disparités en termes d'accès aux soins, de longévité, etc. s'observent à d'autres échelles, entre les villes et les campagnes, à l'échelle intra-urbaine ou intra-rurale (Jeanne-Marie Amat-Roze illustre l'intérêt de cette approche multiscalaire au prisme de l'exemple sénégalais). Les questions de coût, souvent avancées pour répondre aux contrastes dans les valeurs relevées des indicateurs de santé en Afrique, sont interrogées : l'absence de volonté politique et de logistique participe également à cette position de l'Afrique subsaharienne dans la première phase de la transition sanitaire. L'article suivant sur les espaces religieux (Maud Lasseur) interpelle davantage dans ses arguments : la double résurgence du religieux (par « le haut » et par « le bas ») dans la vie publique et politique de l'Afrique est présentée comme une « persistance » (Lasseur, p.120). L'auteur insiste sur les capacités des courants religieux (pentecôtisme et réformisme islamique) à « retravailler » (Lasseur, p.126) les mêmes espaces. L'Afrique est présentée ici comme un acteur du religieux et non plus seulement un « réceptacle de conquêtes missionnaires exogènes » (Lasseur, p.130). Cette analyse intéressante vient compléter les grandes lignes dynamiques de recomposition des paysages religieux africains qui comptaient déjà l'urbanisation, les réseaux de communication et les migrations. Les redéfinitions suivantes de François Bost, du « pré carré » comme d'un espace d'influence et de la « Françafrique » comme des réseaux de relations, insistent sur le poids des questions économiques depuis les indépendances en Afrique. Les questions monétaires et leurs rôles dans l'implantation, le désengagement puis le redéploiement des entreprises françaises en Afrique, sont ici passés au crible avec, pour conclusion, la forte concurrence asiatique sur le marché entrepreneurial africain.

Conclusion

Roland Pourtier a la difficile tâche de conclure sur les indépendances africaines à partir d'articles très hétéroclites dans les thématiques abordées. Si son analyse d'un « *lien génétique entre colonisation et formation des territoires étatiques* » (Pourtier, p.146) semble être influencée par des études restreintes ici aux régions de l'ouest et du centre de l'Afrique, les indépendances ont bien été le départ de nombreuses mutations dans ces régions. Selon lui, les crises remettent davantage en cause le modèle de l'État que l'État *per se* : « *c'est une illusion de penser qu'il existe un cadre spatial idéal qui aurait la vertu de faciliter la résolution des problèmes politiques* » (Pourtier, p.149). Les ingérences humanitaires et écologiques sur le continent africain lui apparaissent comme autant de nouvelles limites à l'exercice d'une

souveraineté étatique déjà mise à mal. Aux difficultés avérées pour parler de « nation » en Afrique, Roland Pourtier oppose cette belle formule de conclusion : « *c'est bien à l'émergence d'authentiques nations qu'on est en train d'assister* » (Pourtier, p.157). Il rappelle ainsi que l'individu en Afrique existe et qu'il est, comme ailleurs, soumis à des faisceaux d'identités multiples.

Les articles proposés par la revue en ligne *Echogéo* permettent de compléter ce numéro du BAGF en se concentrant sur l'Afrique du Sud (les dossiers « sur le terrain », « sur l'écrit » et « sur l'image » du numéro 13 sont consacrés à l'Afrique du Sud), ainsi qu'en proposant d'autres cas d'études au Maroc, au Bénin, etc. (dossiers « sur le champ » des numéros 13 et 14). Des angles d'analyse innovants participent à l'intérêt de ces deux numéros dans les recherches menées en Afrique subsaharienne. Les plages sud-africaines, ses parcs, l'art public, sont autant de façons originales d'aborder la « nation adolescente » sud-africaine (Houssay-Holzschuch). Les contradictions à l'œuvre dans les processus qui traversent et construisent l'Afrique du Sud sont une métaphore filée de cette comparaison. Que signifie être un « pays émergent » sur les plans politiques et socioculturels ? C'est la question que pose cette série d'articles sur l'Afrique du Sud. Le portfolio qui les accompagne a particulièrement attiré notre attention : il offre une série de perspectives inédites sur les visages si variés que l'Afrique du Sud sait présenter. De leurs murs peints de couleurs vives aux panneaux publicitaires en passant par leurs édifices publics, leurs marchés, les villes sud-africaines étonnent de par leur capacité à générer de l'inattendu : le spectacle de « Super Green Apple Girl », photographié par Juliana Irene Smith en 2006 et commenté par Elisabeth Peyroux à Gandhi Square à Johannesburg, en est l'illustration. Les autres articles de ces deux numéros d'*Echogéo* concernent ensuite des cas d'étude précis dans différentes parties du continent africain sans forcément chercher à s'insérer dans les dynamiques post-indépendances évoquées précédemment : ils constituent de solides cas d'études urbaines (Lomé, Bingerville), d'ensembles nationaux (Tunisie, Maroc) ou de produits (coton de l'Afrique de l'Ouest et du Centre) qui complètent les analyses générales du numéro sur les indépendances africaines.

Agathe Maupin

[1] Le Roy E. (1995). « La sécurité foncière dans un contexte africain de marchandisation imparfaite de la terre », pp.445-472 in Blanc-Pamard C. et Cambrezy L. (EDS), *Terres, terroirs, territoires*, ORSTM, Paris

[2] Franck, A. (2007). « En marge d'un conflit : les populations du Darfour dans l'agriculture urbaine du grand Khartoum (Soudan) », dans *Pourquoi on meurt au Darfour*, Outre-Terre, n°20, éditions ERES.

Copyright © Association des cafés géographiques (fondée en 1998).